

# Une sérénité de façade

La classe politique, toutes tendances confondues, est prise dans le tourbillon de la transition depuis la venue au pouvoir des hommes en kaki, le 03 août dernier. Méfiants et approbateurs, ils ont jusque-là accordé leurs violons à toutes les mesures prises par les nouveaux maîtres des lieux. Mais des sons de cloche dissonants commencent à se faire entendre ici et là, notamment avec la fin des travaux des commissions interministérielles qui vont faire l'objet de concertations avec les partis politiques et la société civile. Quelle formule adopter pour mieux faire participer la classe politique au diagnostic des travaux des dites commissions? Les avis divergent.

Aussitôt arrivés au pouvoir, les membres du CMJD, dans un souci, disent-ils, de sauver le pays des dérapages qui le guettaient, mettent en place trois commissions interministérielles pour parer au plus pressé. La première commission est chargée d'étudier les moyens de réhabiliter un système judiciaire déliquéscent; la seconde devant préparer la transition à travers une révision des listes électorales, une étude des moyens de subvention des partis politiques, mais surtout de faire des propositions concrètes pour asseoir une administration à même de soutenir, de façon neutre, une compétition électorale. La troisième commission, dite de bonne gouvernance, se penche, elle, sur les règles de gestion saine de la chose publique. Dès le départ, un constat est

# Une sérénité de façade

Suite de Une

fait: les commissions ne sont pas élargies aux partis politiques et à la société civile. Mis devant le fait accompli, les leaders politiques se résignent, pour certains, derrière le caractère jugé "très technique" des commissions, dont les travaux seront, selon le CMJD et son gouvernement, soumis à la concertation avec les partis politiques et la société civile.

## Réserves et divergences

Deux mois après leur mise en place, les commissions ont bouclé leurs travaux et les responsables des partis politiques en ont été informés au cours d'une série de rencontres avec leurs membres au siège de l'Assemblée nationale. Les propositions des comités seront d'abord soumis au CMJD et au gouvernement, puis présentées aux partis politiques et à la société civile. Ces derniers ignorent encore le contenu des documents qui leur seront soumis dans les jours à venir, mais l'approche retenue pour l'étude des documents a été déjà adoptée. Elle se fera au niveau de trois ateliers pour chaque commission et en présence des représentants des différentes formations politiques légalement reconnues et des membres de la société civile. Certains partis politiques (RFD, UFP, APP et PCD) se sont déjà mis d'accord sur certains points dits "communs" par rapport aux grands problèmes posés. Des problèmes liés essentiellement aux modes de scrutin, avec cependant quelques nuances pour ce qui concerne la proportionnelle intégrale et son élargissement aux consultations communales, dans la mesure où à ce niveau les choses relèvent plus du mode de gestion que de la politique, comme c'est le cas pour les législatives. Là encore quelques réserves sont identifiées. Aussi, certains sont-ils d'accord seulement pour 50% sur les listes nationales, et 50% au niveau départemental à un scrutin majoritaire à deux tours. S'agissant de la commission électorale indépendante, les partis demandent une responsabilité totale de celle-ci, en plus de son autonomie à gérer toutes les consultations électorales. Les partis politiques engagés dans les compétitions ne devant pas appartenir à cette commission qui doit être composée de personnalités indépendantes dont la désignation doit se faire de manière consensuelle, pense le RFD.

Les divergences apparaissent surtout à propos de l'organisation d'un forum public pour débattre des documents proposés par les comités interministériels. Alors que certains partis optent pour une telle option (UFP), d'autres, dont le RFD, trouvent que la notion de "public" peut paraître, parfois,

confuse et donc arbitraire. Mais le président de ce parti ne s'oppose pas à une telle option, même si des réserves sont émises par rapport à cette proposition. Pour bon nombre de partis, les positions individuelles perdent de leur sens dans la mesure où, suivant la formule retenue par les commissions qui a consisté à organiser des ateliers ouverts, doit déboucher sur des conclusions admises par tous. Et ce sont ces conclusions qui doivent constituer la synthèse devant sous-tendre le travail du gouvernement au cours de la phase transitoire et qui doit guider l'action des partis au cours de cette période.

Cependant, l'approche disparate observée au sein de la classe politique à la veille de l'étude des documents présentés par les commissions (nonobstant "l'entente" des quatre partis sus-cités), laisse présager de l'énormité de la tâche qui attend le CMJD, qui doit compter avec les susceptibilités des uns et des autres. Le deal sorti du fameux "Forum des valeurs démocratiques et de la citoyenneté", au cours duquel les partis signataires avaient pris l'engagement de poursuivre le dialogue, a visiblement volé en éclats. Personne ne s'en souvient. Ahmed Ould Sidi Baba, initiateur du Forum, constate qu'il n'y a pas eu de coordination; du moins, le RDU, son parti, n'y a pas été convié. L'une des principales difficultés pour les partis politiques à trouver un terrain d'entente, est que chaque leader se met déjà dans la peau du futur président de la république et est tenté, du coup, à sous-estimer le poids de son vis à vis.

Pour faciliter la tâche aux commissions, les partis (ceux qui ont une certaine assise et ils ne sont pas nombreux) auraient pu mettre à profit les deux mois qu'ont duré les travaux des commissions pour se mettre d'accord, ne serait ce que sur les points où il y a recoupements dans leurs positions. Mais les susceptibilités personnelles aidant, chacun s'est mis dans son coin estimant que sans lui rien ne peut se faire. Tout le monde était là depuis le début du processus en 1991 (et bien avant) mais rien n'a pu se faire justement. Et dans biens des cas, ce qui les différencie du PRDS est qu'ils n'étaient pas au pouvoir, et n'avaient donc pas l'administration de leur côté. En un mot, ils étaient à l'opposition à Ould Taya, voilà tout. La sérénité affichée par certains n'est que de façade, car nombreux sont ceux qui ne trouvent pas leur avantage dans la transparence. Ceux-là feront tout pour bloquer la situation, à travers des positions irréalistes dont ils étaient jusqu'à une date toute récente de virulents contestataires.